



ARRETE MUNICIPAL n°2024-44 **Portant dérogation de tonnage** **Impasse des Fauvettes**

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2211-1, L 2212-1 et 2 L 2213-1 et 2, L 32221-4,

Vu le code de la route et ses articles R 110-1 et suivants,

Vu, la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et de l'Etat,

Vu le code de la voirie routière et ses articles L115-1, L116-2 et R115-1,

Vu le code Pénal et son article R610-5,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière 8ème partie signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifiée et complétée,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I quatrième partie – signalisation et prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 07 juin 1977 modifiée et complétée,

Vu la délibération n°2023-14 du 28 février 2023, fixant les tarifs de l'occupation du domaine public,

Vu la demande formulée 12 mars 2024 par l'entreprise CSTP domiciliée 400 ZA des Iles de Macôt 73210 La Plagne Tarentaise,

Considérant que pour garantir la sécurité des usagers il est nécessaire de réglementer la circulation des véhicules.

ARRETE

Article 1 : L'entreprise CSTP est autorisée exceptionnellement à circuler avec des véhicules dont le PTAC est supérieur à 3.5 tonnes impasse des Fauvettes sur la période ci-dessous définie :

- Du Mercredi 13 mars 2024 au vendredi 29 mars 2024 de 08h à 18h00;

Article 2 : Le bénéficiaire de la présente dérogation devra supporter à ses frais exclusifs, conformément à l'article L.141-9 du code de la voirie routière, les réparations des dégradations et dommages, de toute nature sur les voies empruntées.

Article 3 : La présente dérogation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée et devra impérativement être présentée en cas de contrôle des services de police.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie suivant les textes et lois en vigueur. La dérogation de tonnage pourra faire l'objet d'une annulation immédiate.

Article 5 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du Service Technique, le Responsable de la Police Municipale

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains
- Entreprise CSTP

Fait à Grésy-sur-Aix, le 12 mars 2024

Pour le Maire par délégation

Le 4^{ème} Adjoint au Maire,

Patrick FRIZON




Affiché/publié le :

Notifié à l'intéressé le :

Certifié exécutoire le :

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,*
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*